



MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
CELLULE NATIONALE DE L'OBSERVATION ENVIRONNEMENTALE ET DES ZONES ARIDES
(CNOEZA)

Projet Adaptation au changement climatique et moyens de subsistance dans trois régions arides de la Mauritanie” AMSTRA

Termes de référence
“Consultant national principal” pour le développement du projet “

1. Contexte

Le 20 décembre 2018, le Conseil du FEM a approuvé un projet intitulé «Adaptation au changement climatique et moyens de subsistance dans trois régions arides de la Mauritanie», doté d'un budget total de 4,42 millions de USD pour le Fonds pour les PMA (voir annexe I). Le projet sera mis en œuvre par l'ONU Environnement (Unité d'adaptation aux changements climatiques, CCAU) et exécuté par le Ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD) de Mauritanie. Le directeur général du FEM a également approuvé une subvention de 150 000 dollars octroyée par PPG pour la conception d'une proposition de projet de grande taille, qui doit être soumise de manière à ce que le directeur général puisse donner son aval dans les 18 mois suivant l'approbation par le Conseil du formulaire d'identification de projet (Annexe I).

Le problème que cherche à résoudre le projet proposé pour le PMA réside dans le fait que les communautés rurales des régions arides de la Mauritanie sont les plus vulnérables aux effets du changement climatique. La vulnérabilité de ces communautés au changement climatique est exacerbée par la dégradation des écosystèmes arides et la réduction conséquente des biens et des services. À l'heure actuelle, il existe peu d'initiatives en faveur de l'adaptation au changement climatique dans les régions arides de la Mauritanie et la connaissance et la démonstration d'interventions d'adaptation appropriées sont donc limitées. Cela limite la capacité d'adaptation des communautés et des autorités locales dans ces domaines.

La solution proposée consiste à renforcer la capacité d'adaptation et, à terme, la résilience au changement climatique des communautés et des gouvernements dans les wilayas mauritaniennes arides d'Adrar, Inchiri et Trarza, grâce à l'introduction d'approches d'adaptation basées sur les écosystèmes (EbA). Le projet se concentrera sur l'amélioration de la gestion de l'eau et des autres ressources naturelles dans les communautés cibles vulnérables au climat. Les impacts climatiques sur ces communautés dépendantes des ressources naturelles seront perturbés par une série d'interventions innovantes sur le terrain mises en œuvre aux niveaux de la parcelle et de la communauté.

Les interventions d'EbA comprendront: i) des ceintures vertes à usages multiples plantées autour d'oasis dans la zone de transition oasis-désert pour réduire la désertification; ii) une clôture durable des ceintures vertes à usages multiples afin de réduire le surpâturage; iii) la gestion des pâturages pour améliorer les moyens de subsistance pastoraux; et iv) la stabilisation des dunes avec les espèces de plantes indigènes. En outre, des pratiques et des interventions améliorées en matière de gestion de l'eau seront introduites. Cela permettra de prendre en compte les effets prévisibles du changement climatique, à savoir: i) la réduction de la productivité des cultures et des pâturages menaçant la durabilité des moyens de subsistance en milieu rural; ii) la

disponibilité réduite d'eau potable et d'irrigation de bonne qualité; et iii) augmentation de l'érosion des sols et de la migration des dunes.

Les interventions sur le terrain seront complétées par un appui institutionnel et technique aux autorités gouvernementales locales, régionales et nationales afin d'accroître leur capacité à planifier et à mettre en œuvre des interventions d'adaptation appropriées dans les écosystèmes arides. En outre, les connaissances sur l'adaptation dans les écosystèmes arides générées par le projet de fonds pour les PMA seront capturées et partagées afin de faciliter la mise à l'échelle et la reproduction des interventions du projet. Le projet est mené au niveau national et est aligné sur les stratégies, politiques, plans et priorités d'investissement nationaux de la Mauritanie.

Le projet devrait comprendre les composantes suivantes (selon le FIP):

- **Composante 1** : Développement des capacités institutionnelles pour la planification et la mise en œuvre de l'adaptation au changement climatique dans les écosystèmes arides de la Mauritanie.
- **Composante 2** : Résilience au changement climatique dans les trois wilayas cibles.
- **Composante 3** : Connaissance du changement climatique et de la EbA dans les écosystèmes arides.

2. Objectifs de la mission

Un consultant national principal (LNC) est en train d'être recruté pour coordonner les travaux menés dans le pays en vue de l'élaboration et de la formulation d'un document de projet complet à soumettre au FEM, sous la direction du consultant international principal. Le LNC coordonnera une équipe de deux autres CN en vue de préparer le document de projet et un document de demande d'approbation par le chef de la direction, conformément aux normes requises par ONU Environnement et le FEM.

La phase préparatoire du projet sera guidée par l'objectif, les résultats et les résultats du FIP approuvé. Le projet mis au point doit s'inscrire pleinement dans les priorités et les objectifs de la stratégie de programmation du FEM en matière d'adaptation au changement climatique pour le Fonds de développement des pauvres et le Fonds spécial, et contribuer directement au cadre de résultats et au cadre d'indicateurs du Fonds de développement du Fonds de développement social.

3. Responsabilités et tâches

Les principales responsabilités du LNC seront les suivantes:

- i) élaborer la stratégie de consultation nationale pour la formulation de projets et organiser les consultations;
- ii) identifier et fournir des sources d'informations clés;
- iii) fournir des apports techniques, des idées et des brouillons de section du descriptif du document de projet;
- iv) examiner les versions préliminaires et fournir des commentaires.

Les principales tâches à accomplir par le CN responsable en collaboration avec le CI et avec les contributions des autres CN sont les suivantes:

Tâche 0: Préparer et soutenir l'atelier de lancement. En collaboration avec le CI et l'agence d'exécution, rédiger les termes de référence de l'atelier, préparer une liste d'invitations, préparer l'ordre du jour de l'atelier, animer et animer l'atelier avec IC et l'AE.

Tâche 1: Préparer et soutenir la mission de collecte de données avec le comité d'organisation, les autres consultants nationaux et l'agent d'exécution: identifier les sites à visiter, préparer les outils de collecte sur le terrain, identifier les projets à réaliser, identifier les consultations des parties prenantes sur le terrain, préparer logistique.

Tâche 2: Préparer et partager le schéma du rapport du consultant national principal avec le CI.

Tâche 3: Développer la stratégie et la méthodologie pour tous les résultats et produits du projet qui font partie d'une stratégie de projet intégrée et de la théorie du changement. Le consultant devrait élaborer, avec le CI et les contributions des autres CN, la base de référence du projet et une analyse alternative de l'adaptation pour

chaque résultat du projet. La stratégie et la méthodologie pour chacun des résultats devraient prendre en compte: a) le problème et la solution du changement climatique; b) ce qui a été investi jusqu'à présent sur l'adaptation au changement climatique et les lacunes; c) les obstacles à la réussite de la mise en œuvre de l'adaptation au changement climatique sur la base de l'expérience et des modalités d'exécution; et d) les produits et résultats prioritaires à atteindre par le projet.

Tâche 4: Soutenir le développement de la théorie globale du projet du projet, en collaboration avec le CI, combinant et ordonnant ensemble tous les résultats et activités, développant une logique d'adaptation solide, prenant en compte la stratégie de cofinancement et développant le cadre de résultats qui suivra progrès par rapport à la théorie du changement. La stratégie du projet devrait inclure une analyse des risques et des hypothèses, ainsi qu'une stratégie d'atténuation des risques. Identifier, en collaboration avec d'autres consultants nationaux, les risques potentiels (climatiques, institutionnels et socio-économiques) pour la mise en œuvre du projet, ainsi que les mesures d'atténuation des risques.

Tâche 5: Élaborer le plan de mise en œuvre du projet et le cadre institutionnel. Le CNL devrait proposer, en étroite collaboration avec le CI, des rôles et responsabilités clairement identifiés pour des ministères spécifiques et d'autres institutions (locales) pertinentes dans la mise en œuvre du projet, sur la base d'une évaluation du mandat, des capacités et de la volonté politique. Les modalités de mise en œuvre doivent également préciser les rôles et les responsabilités des membres de l'équipe de gestion du projet, ainsi que les modalités de supervision et d'orientation du projet (par exemple, un comité directeur).

Tâche 6: Développer des stratégies de partenariat, d'engagement des parties prenantes et de cofinancement. Le LNC devrait identifier les partenaires pertinents aux niveaux national et local, ainsi que les projets de partenaires potentiels travaillant sur l'adaptation au changement climatique dans le pays et identifier les synergies et les opportunités de collaboration. Un plan d'engagement des parties prenantes devrait être élaboré pour décrire le rôle des parties prenantes (y compris les autorités nationales et locales, les donateurs, les bénéficiaires, les ONG, le secteur privé) dans la conception et la mise en œuvre des activités du projet. Le CNL devrait également identifier au moins deux ou trois projets de base qui n'intègrent pas l'adaptation au changement climatique (qui sera complété par le projet de LDCF proposé en mettant l'accent sur l'adaptation), s'engager avec leurs équipes de gestion et obtenir des lettres de cofinancement signées.

Tâche 7: Organiser des consultations des parties prenantes au niveau national et dans les régions d'intervention (Wilayas) conformément aux exigences du document de projet. Les parties prenantes des gouvernements locaux et locaux, les donateurs et les bénéficiaires du projet doivent être consultés tout au long de la phase de PPG pour: i) développer le

4. Conduite des travaux

4.1 Le LNC travaillera sous la direction et la supervision de l'agence d'exécution du projet et du consultant international;

4.2 Le LNC, en étroite collaboration avec le CI, coordonnera et soutiendra le travail de l'équipe de consultants nationaux, composée de deux autres CN: l'un axé sur la capacité et les connaissances institutionnelles (Résultats 1 et 3) et l'autre sur la résilience des communautés et écosystèmes dans les wilayas cibles (notamment par le biais de la gestion de l'eau et des interventions EbA) (résultat 2);

4.3 Le CNL travaillera en étroite collaboration avec le CI pour planifier et entreprendre les tâches 1 à 6, et l'aidera de toutes les manières nécessaires à la préparation et à la formulation du document de projet et de la demande d'approbation du chef de la direction;

4.4 Communication continue et structurée avec le CI et l'agence d'exécution;

4.5 Le LNC exercera ses fonctions depuis son bureau à domicile, avec des déplacements locaux au besoin;

4.6 Le LNC identifiera et tirera des rapports, études et autres sources d'informations existantes. Le LNC devrait se familiariser avec la littérature et les politiques nationales sur le changement climatique et l'adaptation;

4.7 Le LNC doit se familiariser avec les résultats de la phase initiale de ce projet (FIP) et d'autres projets et initiatives pertinents.

5. Calendrier et horaires

L'organe d'exécution a passé un contrat de 70 jours avec l'organe d'exécution pour une période de 12 mois à compter de mars 2019. La plupart des travaux seront terminés entre mars et novembre 2019.

Calendrier global de préparation du projet:

Début avril 2019: organisation de l'atelier de lancement, avec contributions au rapport de l'atelier

Mi-mai: Première ébauche de l'énoncé du problème, de la théorie du changement, du cadre logique et du cadre de résultats au plus tard 4 semaines après l'atelier de lancement

Juillet: rapport du consultant national soumis au CI et à l'agence d'exécution

Septembre: Première version du descriptif de projet des Nations Unies pour l'environnement relatif aux Nations Unies pour l'environnement et commentaires des pays avant le 30 septembre 2019.

Octobre: Deuxième version du descriptif de projet relatif à l'environnement des Nations Unies et projet de demande d'approbation par le chef de la direction avant le 31 octobre 2019.

Octobre: Atelier de validation pays et finalisation du document de projet et de la demande d'approbation par le directeur général d'ici le 31 octobre 2019

Novembre: le document de projet relatif à l'environnement des Nations Unies et la demande d'approbation du chef de la direction sont prêts pour examen par la République populaire de Chine avant le 30 novembre 2019

Décembre: traitement des commentaires sur l'examen du CEP avant le 10 janvier 2020 et soumission au Secrétariat du FEM.

Janvier-février 2020: Examen et révisions pour répondre aux commentaires du secrétariat du FEM

6. Résultats / Livrables

- plan de consultation des parties prenantes pour la formulation du projet;
- ordres du jour, procès-verbaux, images et liste des participants aux ateliers de lancement et de validation;
- aperçu du rapport du consultant national;
- Un rapport CN principal détaillé et détaillé destiné à faciliter la formulation du document de projet, notamment:
 - énoncé du problème, causes profondes des problèmes et définition des solutions privilégiées et des obstacles à la mise en œuvre;
 - Analyse de base du projet et des alternatives d'adaptation pour chaque résultat du projet;
 - un examen détaillé des projets de base, des projets partenaires et des institutions partenaires pertinentes;
 - une évaluation des capacités des institutions potentielles qui participeront à l'exécution du projet;
 - Mise en œuvre proposée du projet et dispositions institutionnelles; et
 - plans de partenariat et d'engagement des parties prenantes;
- des contributions détaillées sur le projet, la théorie du changement et le cadre de résultats;
- lettres de cofinancement signées, telles que fournies par les projets de base identifiés; et
- Toute autre contribution ou information requise par le CI pour la compilation d'un document de projet complet et d'une demande d'approbation du chef de la direction, conformes aux normes ONU en matière d'environnement.

7. Conditions requises

- Maîtrise dans un domaine pertinent tel que le changement climatique, la gestion des risques de catastrophe, les sciences de l'environnement, la gestion des ressources naturelles, l'agriculture, la gestion des terres, la gestion des ressources en eau ou des domaines connexes;
- Au moins sept années d'expérience professionnelle pertinente dans l'adaptation au changement climatique ou la gestion des ressources naturelles;
- Expérience confirmée de l'élaboration, de la conception et de la mise en œuvre de projets (une expérience dans le développement de projets d'adaptation constituera un avantage supplémentaire);
- Connaissance démontrée des approches de l'adaptation au changement climatique et de l'adaptation fondée sur les écosystèmes;
- Connaissance des méthodologies du cycle de projet basées sur la théorie de changement et le cadre de résultats

- Expérience dans les processus d'élaboration de politiques associés à l'environnement et au développement durable;
- Expérience de travail et de collaboration avec le gouvernement et d'autres parties prenantes;
- Connaissance du suivi et de l'évaluation des projets, y compris l'élaboration d'objectifs axés sur les résultats
- Capacité à saisir facilement la nouvelle terminologie et les nouveaux concepts et à transformer les informations provenant de diverses sources en un document de projet cohérent; et
- Excellentes compétences écrites et de communication en arabe et en français. L'anglais est un atout.